

Une histoire de l'Ukraine

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 06 mars 2022

Source [Le Salon Beige] Lu sur le [blogue de Bernard Antony](#), cette synthèse de l'histoire de l'Ukraine (qui montre qu'elle n'est pas une création bolchevique comme le prétend le Kremlin).

L'histoire de l'Ukraine et de la Russie commence à Kiev, une des villes les plus anciennes de l'Europe de l'Est.

Kiev est sans doute à l'origine, dès le Ve siècle, un bourg fortifié tributaire du royaume des Khazars, un relai commercial majeur sur l'axe géopolitique et commercial allant de la Scandinavie à Constantinople.

Vers le milieu du IXe siècle, les Vikings, alors dans leur phase de conquêtes tous azimuts, défont les Khazars et s'emparent de Kiev. Le conquérant est Olek le Sage qui fonde alors Rodslagen, « l'État des rameurs ». Rodslagen devient « Rus' » en langue slave d'où procèdent les noms de « Ruthènes », de « Russins », de « Russ ». La Rus' est convertie au Xe siècle par saint Cyrille recevant ainsi définitivement l'influence de la civilisation de Byzance-Constantinople. Notons que le grand schisme entre catholiques et orthodoxes ne se produira que le siècle suivant. Les règnes des grands rois Volodymir le Grand et de Jaroslav le Sage vont très positivement marquer ce Xe siècle avant qu'il ne soit terni par des conflits féodaux. Attachée à Byzance par sa conversion au christianisme en 988, la Rus' est dès cette époque de plus en plus liée aussi à l'Europe latine par beaucoup de liens commerciaux. Mais aussi des échanges culturels et même matrimoniaux et dynastiques. On garde notamment dans la mémoire franco-ukrainienne le mariage en 1051 d'une fille du roi Jaroslav, Anne de Kiev avec le roi de France, Henri Ier.

C'est en 1147 que, loin de Kiev, va naître la ville de Moscou à partir de laquelle sera créée en 1276 la principauté du même nom ou Moscovie. C'est alors que Mongols et Tatars vont déferler sur la Rus' comme sur la Moscovie. En 1240 les Mongols brûlent Kiev qui était une ville splendide et détruisent la Rus'. La reconquête sera alors menée par les grands princes de Moscou et achevée dans la deuxième moitié du XVIe siècle par Ivan le Terrible ainsi nommé parce que très modérément humaniste dans ses méthodes de guerre et de gouvernement... Ce qui lui vaudra d'être le grand modèle de l'imaginaire stalinien illustré notamment par le film d'Eisenstein.

Ivan IV le Terrible prendra le titre de Tsar (César) alors que la Moscovie est devenue Russie. Et sa capitale n'est pas Kiev mais définitivement Moscou. Car Kiev et la Rus' occidentale font alors partie de la Grande Lituanie gouvernée par la remarquable dynastie des rois Jagellon qui règnent aussi sur la Pologne.

En cette fin du XVIe siècle, l'Église de la Rus' de Kiev rejoint l'Église catholique tout en conservant sa liturgie grecque et c'est ainsi que naît l'Église catholique ukrainienne, composante de l'ensemble des Églises uniates au sein de l'universalité catholique. Aujourd'hui il y a près de cinq millions de fidèles catholiques en Ukraine, en majorité uniates. Quant aux orthodoxes, ils se répartissent entre fidèles de l'Église la plus importante du Patriarcat de Kiev et d'autres du Patriarcat de Moscou et enfin de deux autres églises autocéphales.

L'Ukraine, initialement un territoire cosaque

C'est à la fin du XVe siècle que naissent les Cosaques. Ce sont de fiers paysans ruthènes refusant la servitude et s'organisant militairement pour repousser les dernières tentatives de pénétration mongole ou tartare en même temps qu'ils maintiennent leurs libertés vis-à-vis des seigneurs de la Rus' au-delà de la Moscovie. Constituant au fil du temps un véritable peuple avec son identité originale, ils nouent et rompent des alliances. C'est ainsi qu'ils vont se battre pour les Polonais, contre les Tatars puis contre les Turcs ottomans auxquels ces derniers obéissaient.

Ils sont désormais assez puissants pour façonner, à la fin du XVIe siècle, un pays cosaque autonome portant le nom « d'Ukraine » (« Confins »), pays par la suite séparé en deux entités l'une « de la rive droite », l'autre « de la rive gauche ». « L'Ukraine de la rive gauche » fut alors fédérée à la Russie en tant que « Hetmanat cosaque » (principauté) reconnu en 1654 par le traité de Pereïslav. Mais, très vite, la Russie revint sur l'acceptation de cette autonomie. Cela motive la décision de l'hetman Ivan Mapeza de proclamer l'indépendance de « l'Ukraine de la rive gauche » aussitôt reconnue par le roi de Suède Charles XII.

Mais, cette indépendance, la première de l'histoire de l'Ukraine, va être de courte durée. En effet la puissante armée russe du tsar Pierre Ier, avec des effectifs largement supérieurs, y met rapidement fin en écrasant la petite armée des Cosaques. Ces derniers deviennent alors pour un temps les vassaux de la Russie mais en 1793, par décision de la « Grande Catherine », ils perdent totalement leur autonomie. Notons ici au passage que cette dernière avait écrit à Voltaire : « *Nous n'avons point trouvé d'autres moyens de garantir nos frontières que de les étendre* ». Il y a des constantes dans la géopolitique russe !

L'Ukraine va être alors soumise à la fin du XVIIIe siècle et tout au long du XIXe siècle à une politique d'intense russification. Que l'on en juge par ces chiffres : sur les 870 écoles fonctionnant en 1740, il n'y en avait plus une seule en 1800 ; quant à l'Académie de Kiev fondée en 1631, elle est transformée en 1819 en séminaire de l'orthodoxie russe. Comme on le voit, si certains martèlent que l'Ukraine et la Russie ne forment qu'une seule nation, c'est comme celle formée par l'Angleterre et l'Irlande... Cela n'excuse pas mais permet peut-être de comprendre pourquoi les dirigeants de l'actuelle Ukraine indépendante ont voulu imposer dans toutes les écoles, même des régions russophones un enseignement en ukrainien. Une faute évidente en quelque sorte symétrique de la russification ci-avant évoquée.

L'Ukraine connut une deuxième époque d'indépendance avec la révolution de Mars 1917. L'indépendance est proclamée le 17 mars et sera reconnue par la France et la Grande-Bretagne le 22 janvier 1918. Mais après tous les affrontements de la guerre civile, elle sort de l'épreuve une fois de plus dépecée :

- d'une part le territoire jadis dominé par les Russes est rattaché à l'URSS avec Kiev comme capitale,
- de l'autre, dans la grande redistribution des traités de Versailles et de Saint-Germain, la partie jadis sous la souveraineté des Habsbourg avec Lviv comme ville principale va être donnée à la Pologne en 1921. D'autres petites régions se retrouveront, au grè des coups de ciseaux du traité, en Tchécoslovaquie ou en Roumanie.

L'Ukraine va alors connaître la période jusqu'ici la plus atroce de son histoire, du moins jusqu'à l'abominable invasion du 25 février décidée par le paranoïaque Poutine dont nul ne sait sur quelles horreurs elle va déboucher. En 1922, la démente politique des réquisitions décidée par Lénine entraîne une première famine. Elle s'accompagne de la politique de terreur et d'extermination dans les supplices dirigée par le satanique fondateur de la Tcheka, Félix Dzerjinski. À ce dernier, Lénine a attribué à Moscou l'immeuble de la Loubianka où les tortionnaires et bourreaux d'abord recrutés par Dzerjinski lui-même (avant que le recrutement doive être délégué) appliquant ses directives de « *faire souffrir le plus possible, le plus longtemps possible* ». Aujourd'hui, le colonel du KGB Poutine vient, une fois l'an, à la Loubianka, célébrer avec les « anciens » comme lui, dans la salle de réception, devant le grand tableau de Dzerjinski, la mémoire de ce beau serviteur de l'URSS.

Dans la continuité de la guerre civile, l'Armée Rouge se livre dans les années 1920 à la liquidation de catégories de population considérées comme hostiles au régime, tandis que déjà la faim due aux aberrations de la politique de Lénine fait des centaines de milliers de victimes. Cela va pourtant être horriblement dépassé par la famine génocidaire organisée par Staline dont la mémoire est aujourd'hui exaltée par le régime poutinien dans un hallucinant révisionnisme démonté par Stéphane Courtois, le célèbre historien du communisme, dans son article dans la page « débats » du *Figaro* (2 mars 2022) titré : « *Le révisionnisme de Poutine et la véritable histoire de la nation ukrainienne* ». Cette famine génocidaire, désignée en ukrainien par le mot « Holodomor » a certainement constitué un des sommets de l'abomination communiste stalinienne. Le nombre des victimes en a été environ de cinq millions, de plus de six millions si l'on inclut également les exterminations des koulaks russes du Caucase.

Cette effroyable liquidation stalinienne du quart de la paysannerie ukrainienne a été marquée par de très nombreux actes de cannibalisme comme il en sera d'ailleurs, dans les années 1950, en Chine communiste au temps des famines causées par les directives de Mao, le « Grand Timonier », digne émule de Staline.

La barbarie génocidaire des bolcheviques en Ukraine a été la cause de ce que, après le revirement d'alliance d'Hitler vis-à-vis de Staline, marqué par l'opération « Barbarossa » lancée le 21 juin 1941, ils furent nombreux dans les populations ukrainiennes rescapées des exterminations soviétiques à placer leur espoir dans l'Allemagne et à accueillir en libérateurs les soldats du Reich. Très vite, ils durent s'apercevoir qu'Hitler était du même acabit que Staline, son « jumeau hétérozygote » selon la belle formule du grand historien Pierre Chaunu. Staline victorieux, par dizaines de milliers les Ukrainiens rescapés des affrontements de la guerre furent alors envoyés dans les goulags dont beaucoup ne revinrent pas.

Staline s'avisa alors de combler très partiellement les immenses vides causés par les exterminations par l'envoi de populations pro-soviétiques et notamment dans le Donbass. Ceci est une des causes, pas la seule, de la guerre opposant dans ces régions les Ukrainiens et les russophones. Car il y a aussi l'ancienne cassure entre une partie de l'Est et l'Ouest du pays.

Lors de la chute du Mur en 1989, dans le quartier général du KGB à Berlin-Est, le lieutenant-colonel Vladimir Poutine, fanatiquement pro-soviétique, enrage contre la foule des démolisseurs. Il brandit son arme de service pour faire évacuer des manifestants groupés devant l'immeuble des services. Il va s'épuiser à demander à Moscou que soit donné l'ordre de l'intervention des troupes soviétiques pour en finir avec la chienlit passe-muraille. Moscou ne répond pas à son attente. Comme un mur s'effondrant brique après brique, c'est tout le système de l'URSS et du Pacte de Varsovie qui va en l'espace de deux années s'effondrer. Poutine, lui n'aurait jamais cédé, quitte à faire couler beaucoup de sang. N'a-t-il pas qualifié l'effondrement de l'URSS de « *plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle* » ? Ce dont la seule cause première n'était pourtant que la monstruosité du régime communiste.

Mais revenons à l'Ukraine. Dans la continuité de la chute du Mur, le parlement ukrainien, élu en 1990, adopte le 16 juillet la « Déclaration sur la souveraineté politique de l'Ukraine ». Peu après, le 24 août 1991, l'indépendance de la nation est proclamée. Elle va être confirmée le 1er décembre par le vote massif du peuple, dans la plus totale liberté, avec un peu plus de 90 % des voix des électeurs.

La suite de l'histoire, ces dernières trente années, même dans l'espace d'un article assez bref, ne saurait être écrite même courtement sans évoquer les débats, les désaccords, les tumultes de la vie politique ukrainienne et finalement la tragédie de l'invasion décidée par Poutine.

Avant d'y venir, quelques considérations au préalable et d'abord celle que les politiques ukrainiennes, américaines et européennes n'ont pas été hélas sans de fâcheuses mesures vexatoires. Ainsi de l'enseignement théoriquement partout obligatoire en langue ukrainienne, en quelque sorte en stupide réponse nationaliste aux périodes où la Russie des tsars et l'URSS de Staline entendaient éradiquer la langue et la culture originale de l'Ukraine. Ceci n'excuse en rien la décision criminelle de Poutine d'écraser tout un peuple drôlement qualifié de « frère », et même sous le prétexte qu'il serait un peuple « frère » il devrait non

seulement se plier à son autorité, accepter son régime, se soumettre à tous les diktats, adopter l'hallucinant révisionnisme orwellien de Poutine, comme le développe magistralement le mercredi 2 mars dans la page « débats » du *Figaro* Stéphane Courtois, le célèbre historien du communisme ou encore Laure Mandeville, l'admirable commentatrice de la réalité d'une Russie qu'elle connaît si bien et aime tant et du poutinisme qu'elle abhorre. Ahurissante inversion négationniste de l'histoire en effet que celle consistant désormais à imposer la figure de Staline comme celle du plus grand héros de l'histoire russe après Ivan le Terrible. Et ce, dans la période même où est dissoute l'association « Mémorial » fondée notamment au temps de Soljenitsyne par l'académicien Sakharov et vouée à la mémorisation des abominations en Russie et en Ukraine et autres pays de la Tchéka et des goulags.

Aussi, comment ne pas comprendre l'indignation des Ukrainiens alors que ce drôle de pseudo « grand frère » entend interdire jusqu'à la mémoire de l'Holodomor, effroyable génocide du XXe siècle ; à la hauteur proportionnellement à la population, de celui des Arméniens, des juifs, des Cambodgiens, des Rwandais.

Il convient également de ne pas oublier, comme l'écrit Michel Gurfinkel dans *Valeurs Actuelles* du 10 février 2022, qu'après la proclamation en 1991 de l'indépendance et le vote d'approbation très majoritaire par le peuple ukrainien (un peu plus de 90 %), « *la Russie intervint sans cesse pour maintenir à Kiev des gouvernements dociles à son égard... Les nationalistes ukrainiens ne voient d'autre issue qu'une adhésion de leur pays à l'Union européenne et à l'Otan* ». Nous avons, pour notre part, à deux reprises adjuré longuement sur la grande chaîne de télévision polonaise *Radio Maria*, les électeurs polonais de ne pas voter pour une intégration de leur nation dans cette UE, nouvelle forme de totalitarisme, certes moins physiquement persécutrice que l'URSS mais non moins pernicieuse pour l'identité polonaise et le respect de la personne humaine. Mais, la plupart de nos amis revenaient sans cesse sur la légitimité de leur angoisse face à la menace du régime russe d'une nouvelle forme d'Union soviétique. Comment ne pas les comprendre ?

Aujourd'hui, après l'invasion de l'Ukraine, les Polonais nous objecteraient que le régime de Poutine glorifie un Staline, responsable avec Hitler des plus grande hécatombes de l'histoire européenne et qu'il leur faut donc adhérer à tous les pactes d'alliance possibles pour se prémunir de ce qui arrive à l'Ukraine qui n'est ni adhérente de l'UE ni de l'Otan.

Les arguments des poutinophiles pour justifier l'injustifiable invasion de l'Ukraine

Considérons d'abord les prétextes, à peu près uniformément les mêmes, invoqués par les partisans inconditionnels de Poutine et voici ce que nous en disons.

1) L'encerclement de la Russie ?

La superficie de la Russie est trente-trois fois celle de la France.

Au Nord et à l'Extrême-Orient sur des milliers de kilomètres, de Saint-Pétersbourg à Vladivostok, par quelle puissance est-elle donc encerclée géopolitiquement ?

À l'Extrême-Orient, et au Sud, serait-elle encerclée par la Chine communiste, son alliée ?

Par l'immense Mongolie qui est toujours « sous contrôle » ? Par les républiques d'Asie centrale et en premier lieu l'immense Kazakhstan, lui aussi sous contrôle ?

Les défenseurs de Poutine nous parleront alors des pays d'Europe libérés – libérés en effet – du Pacte de Varsovie : la Pologne, les Pays-Balts et les autres. Mais là aussi, qui donc encercle qui ? Comment ne pas avoir saisi l'angoisse de ces pays qui ont gardé l'idée que la Russie poutinienne continuait par trop l'URSS. La preuve en est hélas désormais établie.

Parlons au passage des marines de guerre : La marine russe serait-elle la seule « encerclée » et les autres des

marines « encerclantes » ? Plaisanterie ! Les marines, sur les océans et les mers ne s'encerclent pas et la marine russe et la marine chinoise ne sont pas quantité négligeables.

Parlons aviation et armes nucléaires : La Russie possède plus de 6000 missiles de portée intercontinentale avec des bombes d'une puissance des centaines de fois supérieure à celles d'Hiroshima et de Nagasaki. Les États-Unis en possèdent 5000... Et Poutine n'a pas hésité à brandir la menace de sa force de dissuasion nucléaire désormais « activée ».

L'enclave de Kaliningrad : Curieusement ce petit bout de territoire russe, grand comme un de nos départements, jadis prussien (c'est l'ancienne Königsberg, cher à Kant) n'est pas toujours évoqué par les géopolitologues et stratèges. Certes, les inconditionnels de Poutine pourront nous dire que dans ce cas précis, ce confetti de territoire russe aujourd'hui entre Pologne et Lituanie est encerclé. En effet ! Mais la réalité, c'est que Kaliningrad constitue pour la Russie un formidable territoire stratégique dans lequel l'armée, la marine et l'aviation de Poutine ont disposé une multitude de missiles de toutes portées.

2) La fable de l'humiliation de l'URSS par l'Occident

La vérité, toute simple, c'est que c'est le lourd système communiste soviétique totalitaire qui s'est effondré, tout seul ! C'est avec effarement qu'en 1990, lors d'un voyage militant de Chrétienté-Solidarité en Russie puis en Lituanie, que Jean-Michel Rudent et Alain Sanders et moi-même, commençâmes à comprendre, et de surcroît à Moscou, la capitale de l'empire rouge, ce qu'était vraiment « l'ordre soviétique » : des bagarres entre chauffeurs de taxis à la sortie de l'aéroport, des soldats dépenaillés, un personnel d'hôtel aux effectifs démesurés avec des babouchkas plantées toute la nuit devant les portes de l'ascenseur et des chambres. Pour la sécurité bien sûr, bien sûr...

À Vilnius, en Lituanie, en revanche, en voie de libération, seulement quelques jours après que des chars aient écrasé sous leur chenilles 13 manifestants, régnait néanmoins déjà de l'ordre et de la propreté. Les Soviétiques n'occupaient plus que les ministères alors que le futur président de la République, Vitantas Landbergis, nous recevait dans un immeuble encore formellement assiégé mais pour peu de temps.

Que plus tard, après la dissolution de l'URSS, les politiques américaines et européennes aient manqué de subtilité vis-à-vis de la Russie. Cela est sans doute incontestable et cela méritera un autre article. Mais la grande humiliation de l'URSS avait été celle de l'Armée Rouge défaite en Afghanistan.

Elle évacua néanmoins le pays en bon ordre, sur près d'une année (entre le 15 mai 1988 et le 15 février 1989) avec bien plus de dignité que l'armée américaine dans sa honteuse débâcle de Kaboul le 30 août 2021, ordonnée par le calamiteux Joe Biden.

3) La « dénazification » de l'Ukraine ?

En invoquant ce fantastique prétexte à son invasion de l'Ukraine, le colonel du KGB Poutine a manifesté qu'il demeurerait dans la routinière rhétorique tchékiste et stalinienne des procès de Moscou. Médiocre, médiocre ! Et, l'évidence est qu'il retarde en cela de près de 80 ans lorsqu'en effet, croyant échapper aux affres de l'occupation soviétique, des populations ukrainiennes rescapées de l'Holodomor virent arriver les colonnes du IIIe Reich avec l'illusion qu'elles les libèreraient. Ils s'aperçurent très vite que les visées d'Hitler et notamment le génocide des juifs étaient aussi abominables que celles de Staline son complice de la veille en exterminations diverses. Mais, à la « libération du territoire », naturellement, Staline ordonna à ses troupes de nouvelles grandes liquidations de ces « nazis » d'Ukrainiens.

80 ans plus tard, Poutine, son grand admirateur, déjà atteint peut-être lui aussi d'attaques de gâtisme, comme Biden, ressort encore l'argument kagébiste éculé de l'incrimination nazie de l'ennemi. Peu importe que Zelinsky, le très courageux chef de l'État ukrainien soit juif, il est nazi martèleront les propagandistes de Poutine. Comme certains de la gauche française le martèlent de Zemmour et de sa compagne. Observons sur

ce point l'extraordinaire capacité dialectique de quelques antisémites et fieffés nazis de notre époque, qui nous envoient de désopilants courriers chargés d'une haine que nous leur pardonnons, car ils ne savent pas ce qu'ils écrivent, dans lesquels ils s'affirment persuadés que Poutine va en finir avec les juifs qui dominent le monde. Sans doute sont-ils persuadés que Poutine ment à bon escient et qu'ils ne risquent donc pas de se faire « dénazifier ».

4) La corruption du régime ukrainien que l'invasion détruira

Certains autres poutinolâtres, pour justifier l'invasion, mettent en avant que le régime ukrainien serait corrompu. Diable, diable, si la vertueuse Russie doit faire la guerre à tous les régimes corrompus, la paix dans le monde n'est pas pour demain !

Mais, soyons sérieux : nous ne savons pas ce qu'il en est de la corruption en Ukraine et sans doute ce pays n'en est-il pas à l'abri, mais quid du régime poutinien, de ses oligarques, de ses affairistes, de ses truands, du système de ses marchés publics, de ses trafics d'êtres humains ? Et pourquoi tant d'éliminations des opposants politiques ?

Ces poutinolâtres sont-ils bien sûrs de ce qu'il n'y aurait pas de corruption parmi les richissimes dirigeants russes et dans l'entourage de Poutine et quid de Poutine lui-même ? Mais de ce dernier, si avide de richesses soit-il, ce n'est pas de sa corruption, réelle ou non, dont nous nous soucions, mais de la démesure de sa volonté de pouvoir et de conquête qui le possède.

06/03/2022 07:00